



**FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT**  
CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) . FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) . LAM (0959) . PÉTROLE (1388) . CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES (3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS DE SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

# LA FRANCE DU TRAVAIL s'appauvrit, le FASCISME s'installe, doucement mais sûrement.

**L'abandon des services publics dans nos territoires, la révolte des gilets jaunes, l'augmentation, année après année, des repas délivrés aux plus pauvres, le nombre sans cesse grandissant des sans-abri, sont des indicateurs de pauvreté, de paupérisation massive de la population de notre pays.**

Ils sont masqués par les médias aux ordres du pouvoir politique, lui-même soumis aux **9 milliardaires** possédant **95 % des médias** français, presse, radio et télévision.

La pauvreté, la misère, la paupérisation sont donc volontairement occultées. Au contraire on nous assène : « les Français partent au ski », « les Français partent en vacances », « les Français partent massivement à l'étranger », à longueur de journaux télévisés. Ce contraste crée un sentiment d'exclusion pour les populations pauvres et fait le jeu de l'extrême droite, du rejet de l'autre.

**Cela arrange les tenants du Capital car ils sont prêts à miser sur l'extrême droite si d'aventure elle prenait le pouvoir, car le fascisme n'a jamais remis en cause le capitalisme, il en est même, selon certains économistes, le stade ultime.**

L'Histoire récente nous l'a démontré, en Italie, en Allemagne, en Espagne, au Portugal, en Grèce, en France même, pour ne citer que l'Europe.

Les capitalistes ont misé par le passé, et misent encore, sur la social-démocratie, le parti socialiste, les radicaux dits de « gauche », formations aujourd'hui rejetées par la population car n'ayant pas voulu remettre en cause le système économique. Pendant 40 ans l'alternance a nui énormément aux espoirs d'une réelle politique de rupture.

En conséquence, le peuple, scrutin après scrutin électoral, s'enfoncé dans une abstention qui laisse les mains libres aux capitalistes et à tous leurs alliés.

**Pour réduire la baisse de la rentabilité et augmenter les profits, le capitalisme s'est attaqué aux dépenses publiques pour y imposer les privatisations qui correspondaient à la création de nouveaux marchés nécessaires au profit :**

► Les grands capitalistes se sont attaqués aux salaires pour gonfler les marges.

► Ils se sont attaqués aux systèmes de prévoyance et de solidarité pour y introduire le secteur privé générateur de bénéfices juteux.

► Ils se sont attaqués à la nécessaire solidarité dans les États afin de s'y soustraire (baisse des impôts sur les bénéfices, sur la fortune, baisse des taxes douanières...).

► Ils ont volontairement réduit les emplois, mettant le phénomène sur le dos de l'évolution des technologies, en générant ainsi des millions de chômeurs.

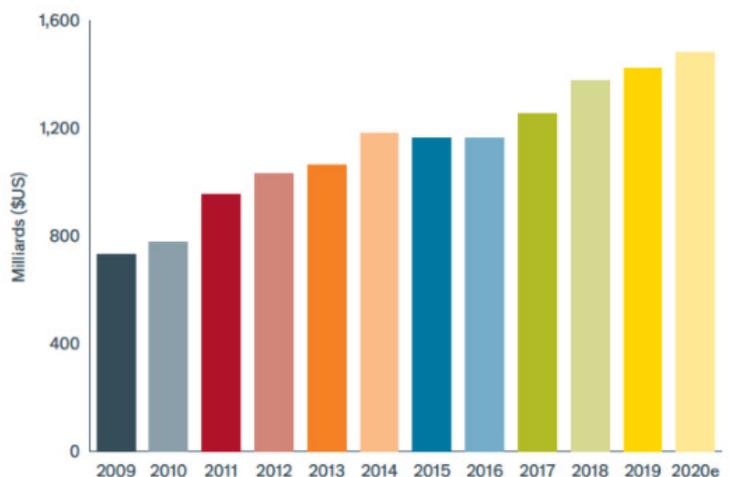
► Ils ont volontairement divisé la classe ouvrière, tant politiquement par la création de syndicats à leur botte, que sociologiquement par la mise en avant des ICTAM (Ingénieurs Cadres Techniciens et Agents de maîtrise).

**Tout cela a abouti à un transfert massif de la richesse créée, pourtant générée uniquement par les travailleurs quel que soit leur statut, du monde du travail vers le Capital, ce qui représente dix points de PIB.**

Les sommes versées aux actionnaires sur la planète depuis 10 ans s'élèvent à **11 400 milliards de dollars**. C'est l'équivalent de la somme stockée dans les paradis fiscaux et échappant à la solidarité via les impôts. C'est donc un véritable pillage des ressources de la planète au profit de quelques-uns et au détriment de milliards d'individus.

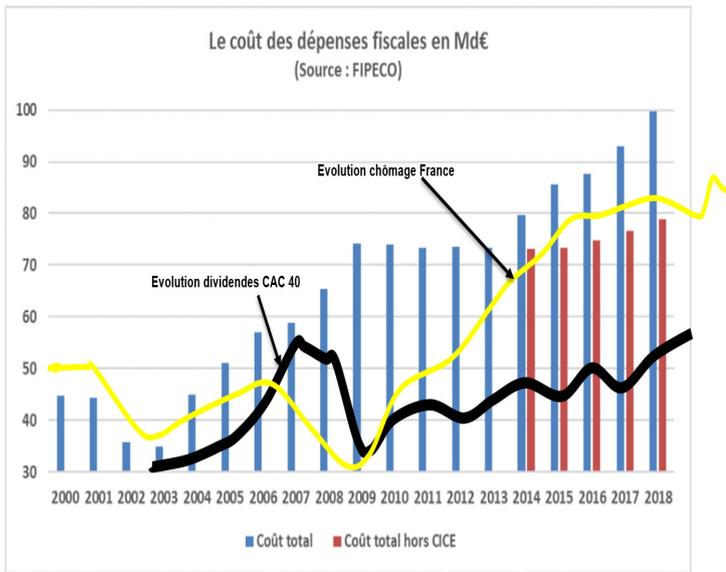
En Europe, sur l'année **2019**, ce sont plus de **250 milliards** de dollars de dividendes qui ont été versés. La France se distingue, elle, avec 70 milliards soit 32 % du total et se situe en tête de l'exploitation capitaliste européenne.

## DIVIDENDES MONDIAUX (EN MILLIARDS DE DOLLARS US)



**Les grands groupes du CAC 40 engrangent des dizaines de milliards d'euros de dividendes chaque année.**

**Les courbes d'évolution des dividendes collent parfaitement avec l'évolution des aides publiques, la baisse du reste-à-vivre des Français et la progression du chômage. Ceci est particulièrement vrai depuis 2008 où on assiste à un véritable siphonage des fonds publics.**



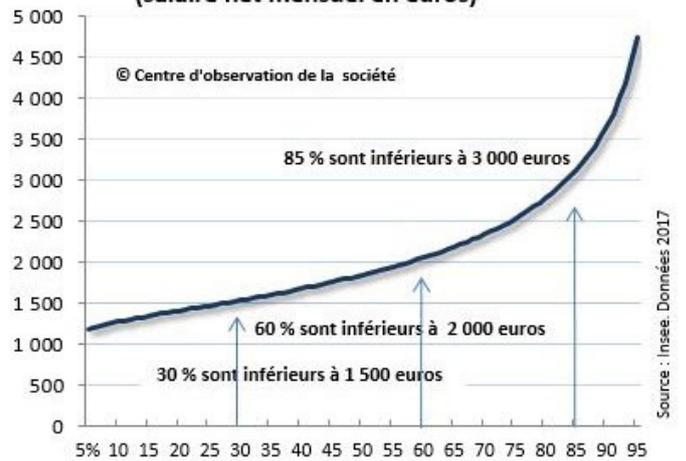
Source : rapport de la Cour des comptes de 2010 sur la situation et les perspectives des finances publiques ; projets de lois de finances de 2011 à 2018 ; dépenses fiscales au format du PLF pour 2018 ; FIPECO.

## La pauvreté dans notre pays

Le taux de pauvreté s'établit en fonction d'un pourcentage du salaire médian (50 ou 60 %).

Les médias nous assènent une pauvreté à « 50 % », qui est beaucoup plus avantageuse pour le pouvoir et le système capitaliste. Ces derniers n'utilisent que le salaire moyen qui est bien plus flatteur et valorisant pour nos exploiters. **En effet, 70 % de la population salariée a un salaire inférieur à ce salaire moyen.**

## Salaires : qui gagne combien ? (salaire net mensuel en euros)



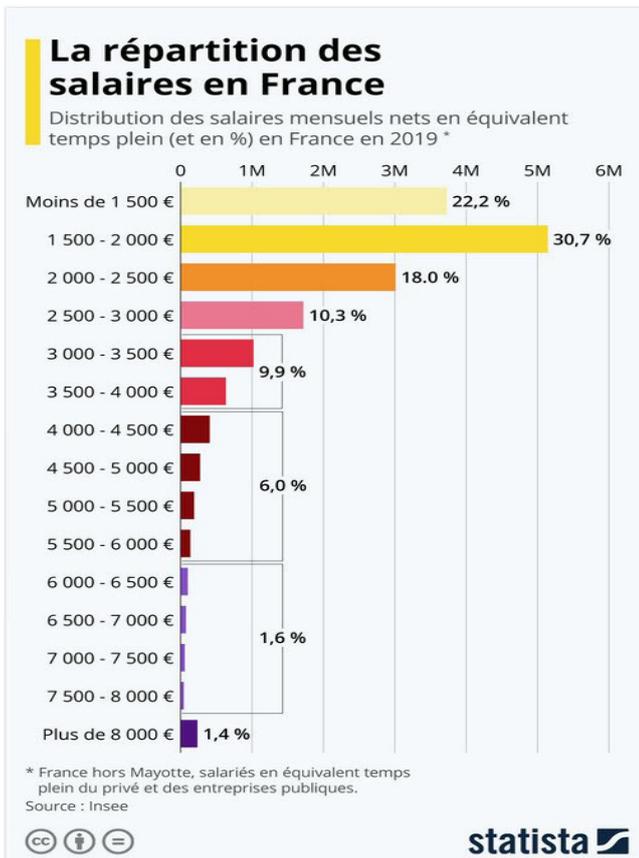
Lecture : la courbe indique le salaire mensuel maximum (axe vertical) touché par une proportion de salariés (axe horizontal). Il s'agit de salaires nets pour des temps pleins.

Les prochains chiffres officiels du nombre de pauvres en France pour 2020 seront publiés en...2022 (probablement après les élections présidentielles). Cela n'étonnera personne.

## La réalité est beaucoup plus catastrophique.

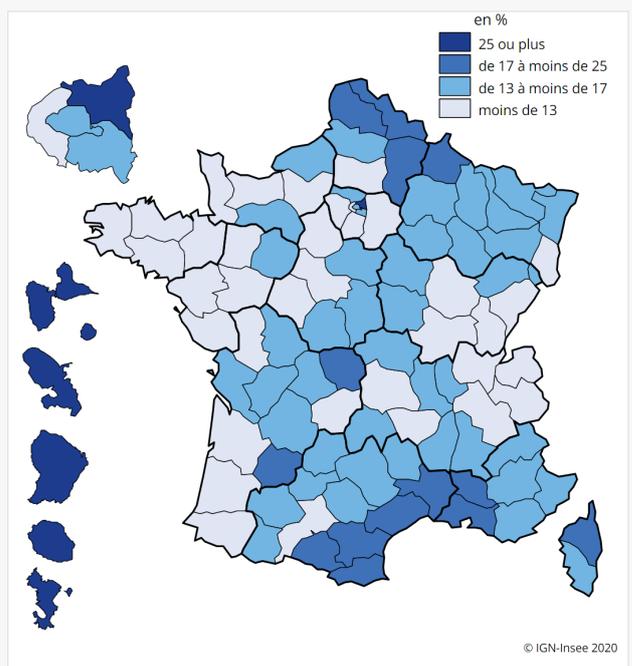
**Ainsi, les derniers chiffres publiés sont ceux de 2018. Le nombre de pauvres dans la population se situe à 14,8 % c'est-à-dire 9 800 000 d'êtres humains. Ceux-ci survivent difficilement avec moins de 1 063 euros net par mois... une vraie misère.**

Nationalement, il existe une grande disparité régionale : la région Nord -Pas de Calais et le pourtour méditerranéen hors Var et Alpes maritimes figurent parmi les plus pauvres de France.



● 14,8 % en 2018 soit 1 036 euros net par mois

Figure 3 - Taux de pauvreté par département en 2017



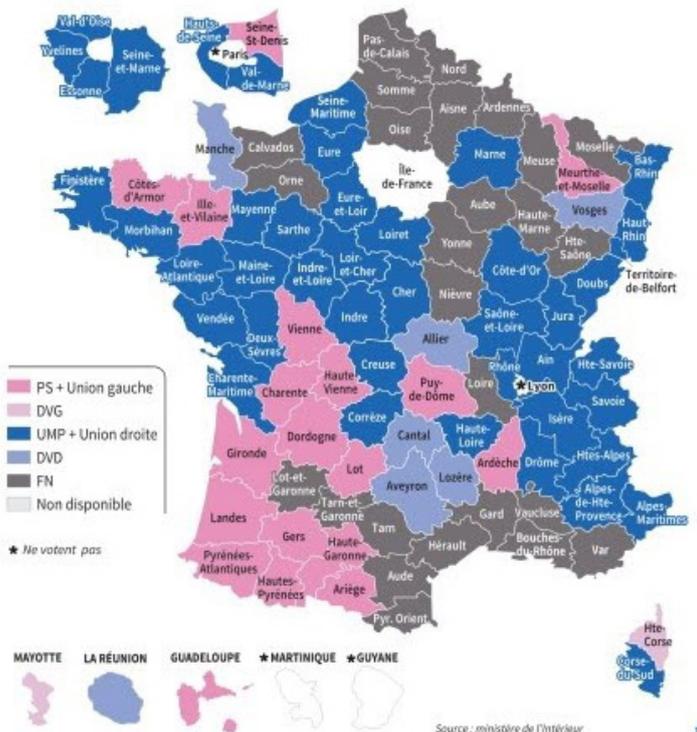
Champ : France, personnes appartenant à des ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.

Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2017 ; Guadeloupe, Guyane et Mayotte : Insee, Budget de famille 2017.

## Les partis en tête

Totalisation par département  
Situation lundi à 10h07

Départementales  
22-29 mars 2015

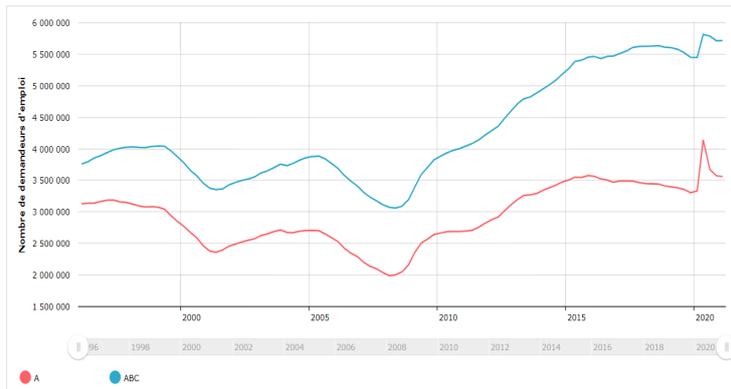


Soit **5,6 millions de fonctionnaires** qui ne peuvent être au chômage. Ils sont donc à enlever des 25 millions de salariés. **Ce qui fait 19,7 millions.**

Si on prend 8 % de taux de chômage (tel qu'affiché par le BIT) cela représente 2,4 millions. Si on prend les chiffres de Pôle Emploi, on est à ... 3,5 millions en catégorie A ... La différence est inexplicable. Le nombre de chômeurs en catégorie ABC est de 6 millions.

**Ces 6 millions de personnes en chômage total ou partiel représentent 30 % de la population susceptible de perdre son emploi (travailleurs du secteur privé), d'être en situation de chômage.** Un salarié du privé sur trois est en grande difficulté face à l'emploi. Ce qui explique que la première priorité des salariés soit le chômage. La deuxième, bien sûr, porte sur les salaires.

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, Catégorie A, ABC - France métropolitaine  
Du 1<sup>er</sup> trimestre 1996 au 1<sup>er</sup> trimestre 2021



**Les jeunes deviennent de plus en plus pauvres**, en lien avec la précarité de l'emploi (CDD, stages, temps partiel imposé, ubérisation, ...) et la faiblesse des salaires. **Statistiquement, les jeunes de moins de 30 ans sont quatre fois plus pauvres que les seniors (plus de 65 ans). Alors que cette population est censée représenter l'avenir du pays, la jeunesse est sacrifiée violemment par le système économique.**

Ce sont les jeunes sans qualification qui constituent la masse de ces pauvres, les emplois non qualifiés ayant été délocalisés essentiellement en Asie par les grands groupes capitalistes. Les courbes qui figurent ci-dessous sont avec un taux de pauvreté à 50 % du salaire médian... Si on prend un taux à 60 %, au lieu de 13 % on passe à 22 %.

**Près du quart de nos jeunes sont pauvres... 50 % de la population française vit avec moins de 1770 euros par mois.**

## Le chômage dans notre pays

Sur le site de l'INSEE, le **taux de chômage** mentionné en première page est celui du Bureau International du Travail (BIT), **soit 8 %.**

**Qu'en est-il réellement ?**

- La population française est de **67,4 millions**.
- Population dite active (15 à 64 ans) **30 millions**.
- Population active hors étudiants-élèves (uniquement salariés) : **25,5 millions**.
- Population active non salariée : **3 millions** (patrons, commerçants, autoentrepreneurs).
- Fonction publique d'Etat : **2,5 millions**.
- Fonction publique hospitalière : **1,9 millions**.
- Fonction publique territoriale : **1,2 millions**.

## Les salaires versus le reste à vivre : l'appauvrissement de notre population.

Ce qui intéresse les salariés c'est avant tout l'argent réellement disponible pour vivre, se loger, se chauffer, s'habiller, se déplacer, se nourrir, se cultiver, se soigner...

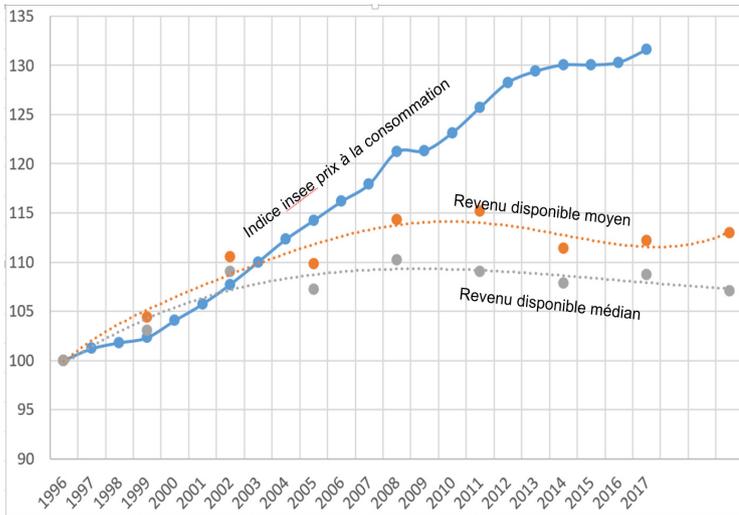
**Le revenu disponible calculé par l'INSEE, correspond à cet objectif :**

il comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les prestations sociales, les pensions, moins les impôts directs - Impôt sur le Revenu (IR), Taxe d'habitation, Cotisation Sociale Généralisée (CSG), Contribution à la Réduction de la Dette Sociale (CRDS).

En effet, si le salaire est une part très majoritaire des revenus pour les salariés, il n'en reste pas moins que la CSG et la CRDS, qui touchent **TOUS** les salariés, amputent année après année le reste à vivre.

Selon les déclarations des Français, **50 % des ménages, mais 70 % de la population, vivent avec moins de 2 500 euros net par mois.** 35 % des familles de quatre enfants et plus vivent sous le seuil de pauvreté. **L'évolution depuis 1996 confirme bien la baisse en masse des revenus de 90 % des ménages.** Par le principe des vases communicants les masses perdues sont venues enrichir les 10 % des ménages les plus riches.

**En tenant compte de l'inflation et du revenu disponible des ménages, moyen et médian, les courbes montrent nettement une baisse significative du reste à vivre, de l'ordre de » 20 % depuis les années 2 000.**



## Les aides à l'emploi : un pillage sciemment organisé

Les aides à l'emploi représentent, d'après l'aveu du Ministère de l'économie, au moins **140 milliards d'euros annuels**. L'ensemble des aides de l'État et des collectivités territoriales représente probablement près de **200 milliards d'euros par an**. Pour mesurer l'énormité de cette somme il faut la comparer au **budget annuel de l'État**, qui est de **250 milliards d'euros en 2020**.

**Ces cadeaux au Capital plombent année après année la dette du pays, qui se chiffre à 2 750 milliards d'euros.**

Largesse fiscale, réduction des taxes, baisse de l'impôt sur les sociétés, abattement sur les cotisations sociales, CICE, dons de terrains, prêts sans intérêts...une multitude de dispositifs ont été mis en place par les gouvernements successifs depuis plus de 40 ans.

**Ces aides ne sont pas conditionnées à obligation de résultat**, ce qui les caractérise donc plutôt comme un pillage officiel des ressources créées par les salariés de notre pays.

Ces 200 milliards perdus chaque année sont sans résultat sur le chômage. C'est même le contraire.

Imaginons un seul instant si ces 200 milliards étaient utilisées directement par l'État et les collectivités territoriales pour créer des emplois bien rémunérés.

Sur la base de 2 000 euros brut par mois, soit 2 800 euros de « vrai » salaire, au sens de la masse salariale, c'est-à-dire le salaire brut + les cotisations versées par l'employeur, cela fait un emploi à 34 000 euros annuels.

**Plutôt que de gaver les actionnaires et le Capital, l'État et les collectivités territoriales, pourraient ainsi créer...**

**5 900 000 emplois !**

**Ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres, nous sommes tous salariés, et donc exploités.**

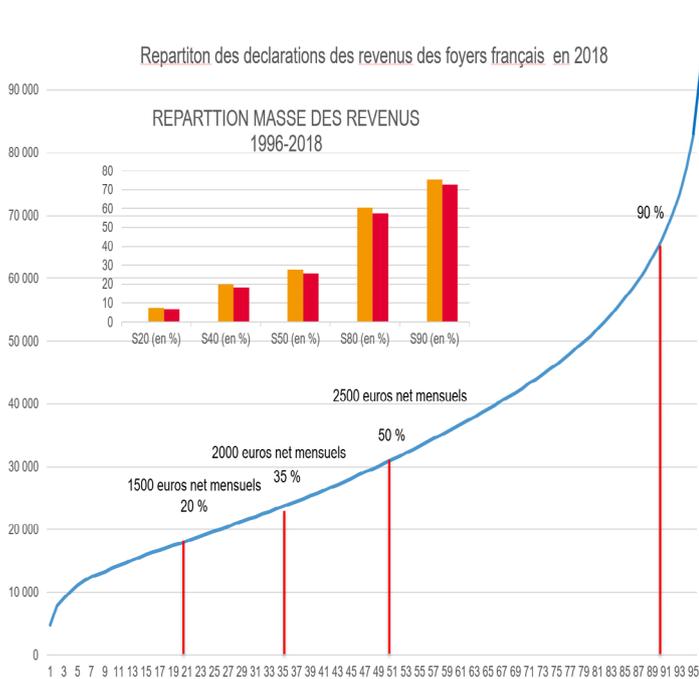
**Il nous faut redresser la barre, se convaincre que nous sommes dans le vrai, agir en conséquence pour repartir à la bataille pour une vie meilleure. Meilleur salaire, plus d'emplois, une vie meilleure PARCE QUE NOUS LE VALONS BIEN... Mais il nous faut agir ensemble dans l'action, la grève étant le seul moyen de les obtenir. ■**

## La population de notre pays s'appauvrit inexorablement.

**Mais l'INSEE distille un autre discours. Elle arrive à affirmer que le « pouvoir d'achat » augmente depuis des années.**

On parle donc de « ressenti » des Français et les médias, rappelons-le à la solde de quelques milliardaires, s'en amusent voire s'en moquent méchamment.

Il existe une disparité géographique de la pauvreté en France.



Il y a un lien entre cette dernière et les régions anciennement fortement industrielles. **Le déclin de l'industrie française est bien la raison majeure de l'appauvrissement de notre pays. Cela justifie la bataille CGT pour l'emploi, le maintien et le développement du tissu industriel.**

Devant la grogne bien compréhensible de notre peuple, l'organisme développe, depuis 2012, sur son site un calculateur qui permet de calculer son propre indice INSEE des prix à la consommation en jouant sur les poids (pourcentages) donnés aux différents postes.

En 2012, L'INSEE reconnaissait (cela a été effacé depuis), que l'indice était bien plus fort pour les classes populaires que pour les classes plus aisées.

(Insee - le simulateur d'indice des prix).